

CARTE BLANCHE

Vers une querelle laïque?

Le moment est venu de séparer le combat pour une «laïcité politique» à laquelle tous les démocrates, quelles que soient leurs convictions philosophiques ou religieuses, devraient adhérer, du combat pour une «laïcité philosophique», mal nommée, pilier des «philosophies non confessionnelles» (selon la terminologie légale).

Ce moment est d'autant mieux venu que «La Pensée et les Hommes», promotrice avec d'autres, du Rappel, «Réseau d'Actions pour la Promotion d'un État laïque», se prépare à quitter le CAL (Centre d'action laïque), dont elle est l'une des associations constitutives.

Cette séparation, somme toute logique, ne se passe pas «sans douleur». Privée de ses «émissions concédées», par la félonie de certains dirigeants du CAL, notre ASBL est amenée à introduire des recours au Conseil d'État, auprès du Tribunal arbitral du CAL, auprès des tribunaux civils. Recours juridiques susceptibles de ruiner le maigre budget de notre ASBL qui, reconnue dans le cadre de l'éducation perma-

nente, n'a jamais reçu aucun soutien du CAL (en dépit des statuts de ce dernier).

Dans le cadre des réformes institutionnelles qui se sont succédé (et d'autres, encore à venir), les entités fédérées, wallonne et bruxelloise, dont les ressources financières s'amenuisent, vont devoir faire des «arbitrages» difficiles. C'est ainsi qu'il va falloir choisir de «financer le cours de morale ou le cours de citoyenneté», «financer les églises ou les crèches», «financer le cours de religion islamique ou des formations qualifiantes pour des jeunes musulmans au chômage»,... et ainsi de suite.

À La Pensée et les Hommes, nous nous sommes toujours souciés d'anticiper les débats de société, pour ne pas être pris au dépourvu. Cette fois encore, à l'occasion du colloque de ce samedi (*), nous souhaitons éviter les querelles idéologiques, pour entamer un débat citoyen, selon deux principes sains: la bonne «gouvernance» et la «cohésion sociale». Est-ce que nos pratiques actuelles et les choix que nous serons amenés à faire contribuent à

la cohésion sociale et au «mieux vivre ensemble»?

Est-ce que c'est la meilleure manière de dépenser les deniers publics, chaque euro ne pouvant être dépensé qu'une fois?

Chemsi Chéref-Khan,
administrateur de «La Pensée et les Hommes»
(* «La laïcité, une mouvance plurielle», colloque organisé à l'occasion des 60 ans de La Pensée et les Hommes, samedi 24/10, Salle Dupréel, ULB, av. Jeanne 44, 1050 Bruxelles, 9-18 h. Infos: secretariat@lapenseeetleshommes.be

Les entités fédérées, wallonne et bruxelloise, dont les ressources financières s'amenuisent, vont devoir faire des «arbitrages» difficiles, en matières de morale et religions.